



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

CENTRE DE CRISE
ET DE SOUTIEN



SOMMAIRE



© J. Sarago/MEAE

LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN : FAIRE FACE AUX URGENCES SÉCURITAIRES ET HUMANITAIRES DANS LE MONDE

.....	4
Des missions transverses	4
Une équipe multidisciplinaire d'une centaine d'agents	5
Un renforcement des liens partenariaux	7



© J. Litvine/MEAE

L'ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE ET DE STABILISATION

..... 18

L'action humanitaire
de la France : les temps forts
de l'année 2023

Les priorités humanitaires
de la France

- Défendre les principes
de l'action humanitaire
et assurer le respect du droit
international humanitaire

- Adapter la réponse
humanitaire à la multiplication
et à la superposition des crises

- Soutenir l'innovation
humanitaire et renforcer
les capacités de réponse
aux catastrophes

- Déployer une aide humanitaire
agile et efficace à travers
des partenariats diversifiés
et renouvelés



© E. Bucker/MEAE

LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS DANS LE MONDE

..... 8

La veille, l'analyse
des risques et l'alerte

La réponse aux crises
sécuritaires

Le suivi des affaires
individuelles

La sécurité des Français
dans le monde : les temps
forts de l'année 2023

ÉDITORIAL

2023, plus encore que les années précédentes, a été marquée par une **succession quasiment ininterrompue de crises graves, humanitaires, sécuritaires, liées à des catastrophes naturelles, sur tous les continents**. Ces convulsions, dont certaines menaçaient la sécurité de nos ressortissants, au point de décider notamment leur évacuation du Soudan et du Niger, et dont beaucoup ont eu des conséquences dramatiques pour les populations concernées, ont fortement sollicité le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

En Ukraine, le CDCS a maintenu son soutien à près de 30 ONG œuvrant dans des secteurs aussi variés que la santé, l'énergie, le déminage humanitaire et l'éducation. Les envois en urgence de fret humanitaire se sont poursuivis, par exemple avec la livraison de stations de potabilisation et d'unités de stockage d'eau à la suite de la destruction du barrage de Kakhovka en juin dernier.

La crise au Proche-Orient nous mobilise dans le domaine aussi bien humanitaire que consulaire. Avec nos postes à Tel Aviv et à Jérusalem, les équipes du CDCS ont apporté un soutien aux familles des victimes des attaques du 7 octobre et facilité le retour en France depuis Israël de près de 3 500 de nos ressortissants. Ces mêmes équipes et celles du Caire ont travaillé nuit et jour afin de permettre la sortie de Gaza de nos compatriotes, des agents du ministère et de leurs familles.

L'aide à la population de la bande Gaza est également au cœur de notre action : lors de la conférence humanitaire du 9 novembre, le Président de la République a ainsi annoncé que la France mobiliserait 100 M€ supplémentaires pour les Palestiniens, une aide qui sera reconduite au même niveau en 2024.

Au total, **en 2023, ce sont plus de 280 M€ qui ont été engagés au titre de la réponse humanitaire et de stabilisation du CDCS**, soit directement via 80 opérations d'urgence, soit en soutenant 248 projets d'ONG partenaires au bénéfice des populations touchées par des crises humanitaires ou frappées par des catastrophes naturelles.



© Chang Martin/Sipa Press

Cette mobilisation des équipes du CDCS et des agents du ministère va de pair avec la forte augmentation du budget de l'aide humanitaire de la France qui nous place aujourd'hui parmi les plus grands bailleurs humanitaires au monde. Le Président de la République a annoncé lors de la présentation de la **nouvelle Stratégie humanitaire de la France 2023-2027**, en ouverture de la Conférence Nationale Humanitaire en décembre dernier, **l'objectif de porter à 1 Md€ le montant de l'aide humanitaire française en 2025**.

Ayant pris, en septembre, la tête d'une **équipe exceptionnelle, au dévouement sans faille au service de nos ressortissants et des plus vulnérables**, je salue son professionnalisme et sa totale disponibilité, en cette année du quinzième anniversaire de la création du Centre.

Ces résultats sont le fruit du travail des équipes du CDCS mais aussi de la mobilisation, depuis des années, de tous les services du ministère et de son réseau à l'étranger ainsi que de la collaboration des ONG, entreprises, fondations et collectivités locales comme des autres administrations avec lesquelles le CDCS coopère au quotidien, qu'il s'agisse des Armées, de l'Intérieur et de la Santé en particulier : leur engagement sur le terrain et leur fidélité dans le soutien qu'elles nous apportent nous honorent et nous obligent.

Philippe Lalliot
Directeur du Centre de crise
et de soutien

LE CENTRE DE CRISE ET DE SOUTIEN : FAIRE FACE AUX URGENCES SÉCURITAIRES ET HUMANITAIRES DANS LE MONDE

► NOS PRINCIPES D'ACTION

• **Veille permanente**
24h/24 et 7j/7

• **Réactivité**

• **Coordination**
interministérielle
et multi-acteurs

• **Soutien**
sur le terrain

► Des missions transverses

Le Centre de crise et de soutien (CDCS) fonctionne 24h/24 et 7j/7 pour assurer le suivi des crises internationales et la continuité des missions du ministère durant les nuits et les week-ends.

2 missions principales :

- **Protection des ressortissants français à l'étranger** en coordination étroite avec le réseau diplomatique et consulaire ;
- **Coordination de la réponse humanitaire d'urgence de la France** en direction de pays affectés par des catastrophes naturelles ou des conflits. Dans un contexte de sortie de crise, le CDCS met également en place des **programmes de sortie de crise - stabilisation**.

Le CDCS assure un rôle pivot au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, sous l'autorité du cabinet du ministre, en intégrant dans son action :

- l'analyse des contextes régionaux, nationaux et locaux, en lien avec les directions géographiques ;



Rencontre entre le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné et le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le 13 janvier 2024 à Kiev

- l'expertise des sujets traités, en lien avec les directions thématiques ;
- l'information du public, en lien avec la direction de la communication et de la presse.



Évacuation de ressortissants français et étrangers du Niger par la France - août 2023

► Une équipe multidisciplinaire d'une centaine d'agents

L'équipe du CDCS se compose d'agents titulaires de la fonction publique de catégories A, B et C et d'agents contractuels.

Ces agents disposent souvent d'une expérience de terrain et de compétences spécialisées (humanitaire, consulaire, budgétaire, logistique, juridique, médical, etc.).

UNE CENTAINE D'AGENTS REPRÉSENTANT **85,8 POSTES ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN (ETP)**

53 agents titulaires dont **24 de catégorie A** (dont 38 % de femmes)

20 de catégorie B (dont 50 % de femmes)

9 de catégorie C (dont 56 % de femmes)

43 contractuels (dont 63 % de femmes) dont 9 apprentis

8 agents mis à disposition par d'autres ministères

1 diplomate d'échange allemand

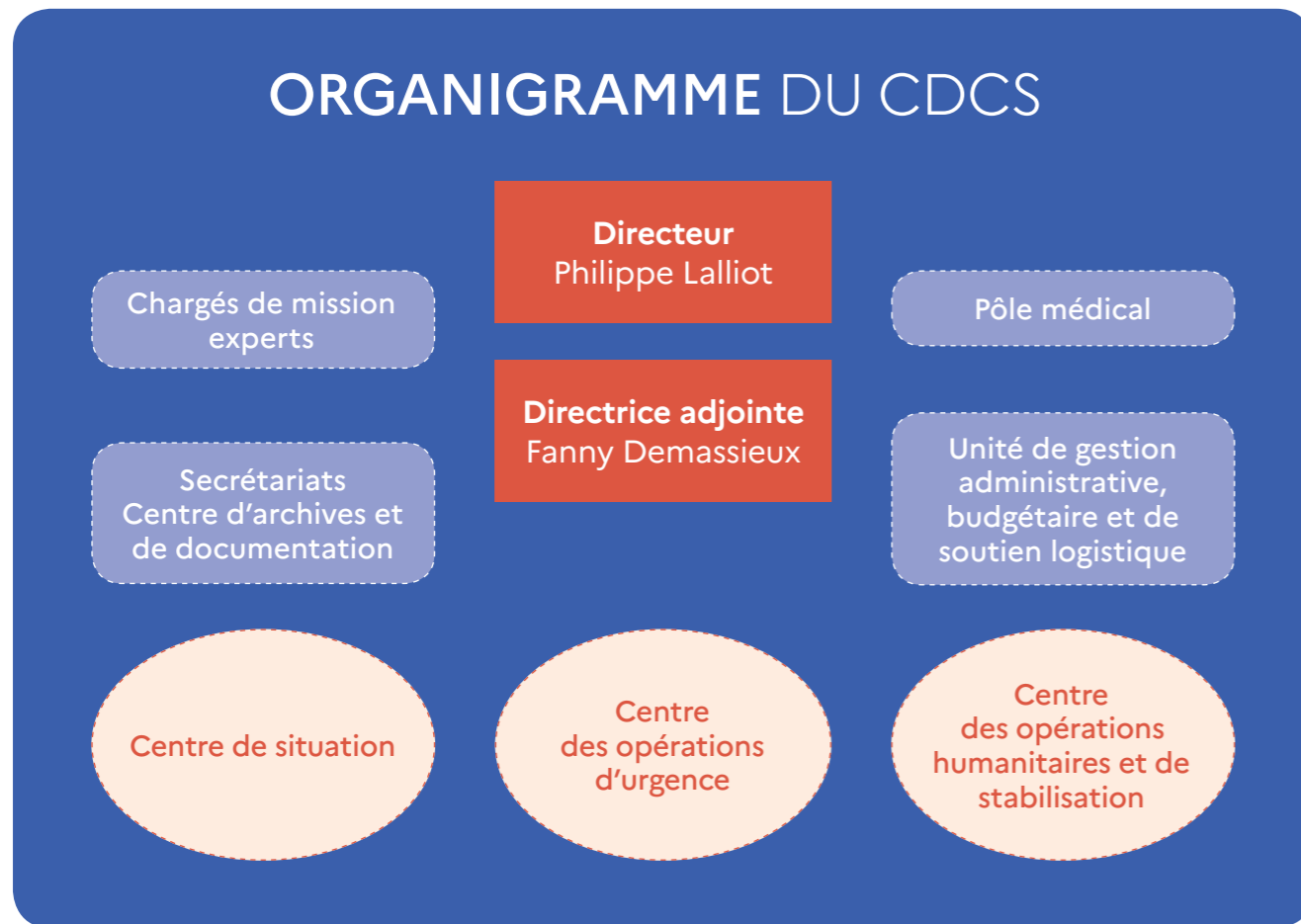
Au total, l'équipe du CDCS est composée de **50 % de femmes**.



Cellule de crise du CDCS



ORGANIGRAMME DU CDCS



► Un renforcement des liens partenariaux

Une coopération interministérielle permanente

Le CDCS entretient des liens étroits avec de nombreux **partenaires ministériels** pour répondre aux crises, principalement les **ministères des Armées ; du Travail, de la Santé et des Solidarités ; de l'Intérieur et des Outre-mer et de la Justice.**

En 2023, à la suite de la mise en œuvre de plusieurs opérations dans les domaines consulaire et humanitaire, la coopération interministérielle fut dense : évacuations de ressortissants du Soudan, du Niger, d'Israël et de Gaza (pp. 16 et 17) ; déploiement de personnels de la sécurité civile en Turquie (séismes) et en Libye (tempête Daniel) ; ou encore mobilisation de la taskforce sanitaire internationale pour répondre à la crise humanitaire à Gaza (pp. 21 à 23).

Des interventions à l'échelle européenne

Le CDCS entretient des échanges réguliers avec nos partenaires européens pour se coordonner durant les crises (prise en charge des ressortissants européens, mutualisation des moyens, etc.) et partager les expériences. En lien avec la **Commission européenne et son centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC)**, la France peut également bénéficier du soutien du **mécanisme de protection civile de l'Union européenne (MPCU)** dans sa réponse aux crises. Le CDCS siège régulièrement au **groupe « affaires consulaires » (COCON)** et au **groupe « Aide humanitaire et aide alimentaire » (COHAFA)** du

Conseil de l'UE, il participe également à la définition de la stratégie humanitaire de l'UE dans le cadre du **Forum humanitaire européen.**

Une diversification des partenariats

Le CDCS tisse et entretient des partenariats avec les **entreprises françaises** (notamment avec les directions en charge de la sécurité) et les **opérateurs de l'État** présents à l'étranger (Agence française de développement, Expertise France...). Il a par ailleurs des échanges constants avec le secteur touristique.

Dans le cadre d'un dialogue régulier, il travaille étroitement avec les **ONG humanitaires**, notamment dans le cadre du Groupe de concertation humanitaire et de la Conférence nationale humanitaire. Il a ainsi été partenaire de 92 ONG en 2023. Il multiplie les liens avec les **acteurs humanitaires locaux** afin de mettre en place des coopérations nouvelles. Il mobilise régulièrement les **fondations d'entreprises** au profit des opérations humanitaires d'urgence. Le CDCS est également amené à intervenir dans de nombreux cycles de **formations** au profit de publics divers sur les thèmes de la sécurité à l'international ou de l'action humanitaire et la stabilisation.

Des pôles d'expertise

✚ Expertise médico-psychologique

Le pôle santé procède à une évaluation médicale et propose un soutien sanitaire adapté à l'ambassade ou au consulat en cas de crise. Il est renforcé par une psychologue qui assure notamment un suivi spécifique des affaires individuelles les plus délicates et appuie les équipes de la réponse téléphonique durant les crises.

⚖ Expertise juridique

Une magistrate de liaison apporte les éclairages sur l'ensemble des aspects juridiques des situations se présentant dans le cadre des missions du CDCS. Elle est le lien privilégié avec le ministère de la Justice, notamment la délégation interministérielle à l'aide aux victimes (DIAV), et l'autorité judiciaire.

🌐 Expertise cartographique

Les cartographes matérialisent les zones à risque en les cartographiant pour nourrir le site des Conseils aux voyageurs et apportent des outils d'aide à la décision durant les crises.

📋 Expertise en matière de conformité et de redevabilité

Une unité de conformité veille à l'application d'un ensemble de procédures internes en amont de tout financement. Elle guide les ONG soutenues par le CDCS dans l'application de ces procédures et notamment, en matière de respect des mesures de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

2023

LES CHIFFRES CLÉS

26,5 millions de consultations des Conseils aux voyageurs

327 046 voyages individuels et collectifs déclarés sur Fil d'Ariane

6 416 appels reçus en dehors des crises à l'unité de veille

282,6 millions d'euros de budget pour l'action humanitaire et la stabilisation

248 projets humanitaires et de stabilisation subventionnés dans 44 pays

92 ONG partenaires

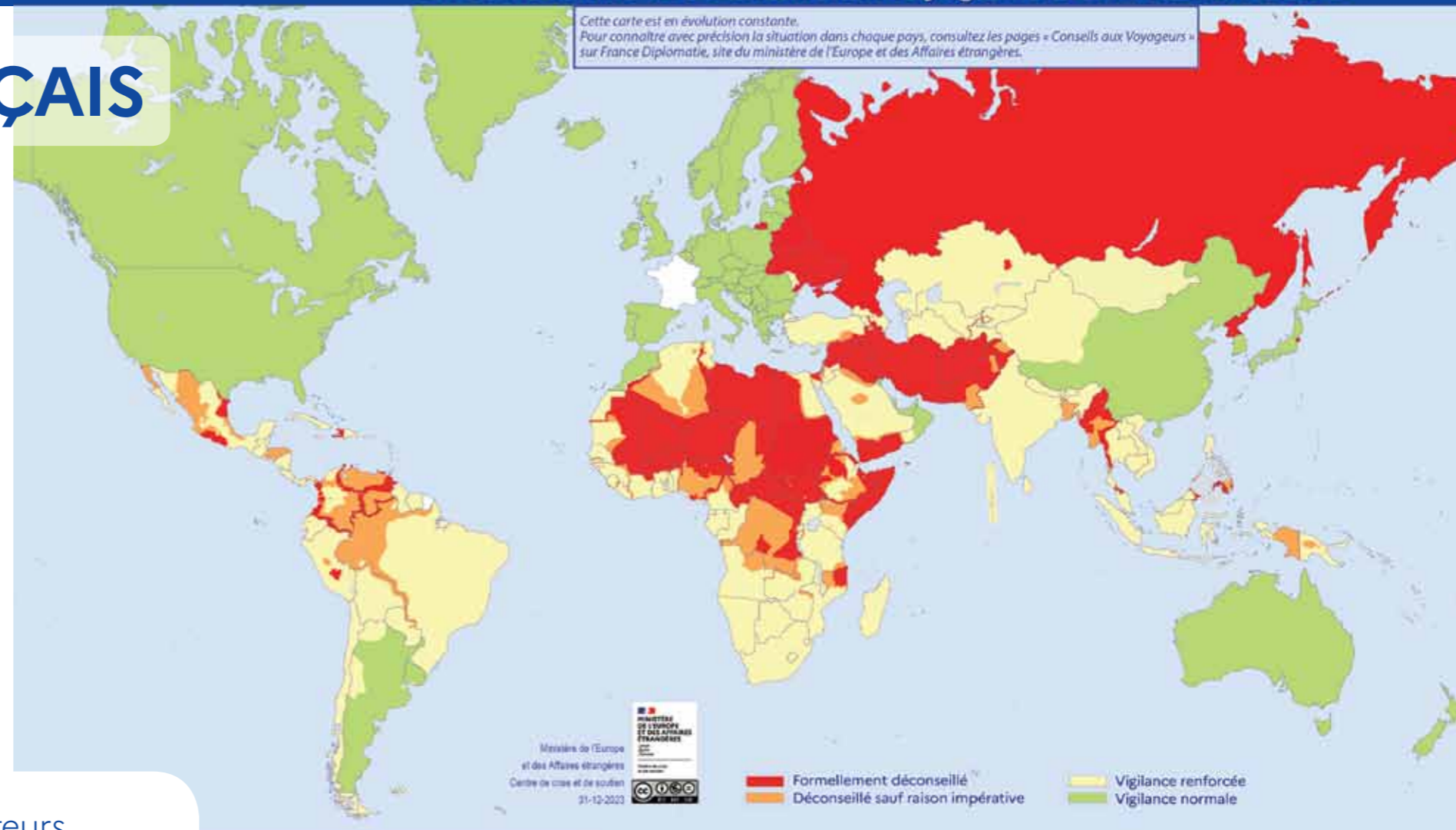
LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS DANS LE MONDE

► La veille, l'analyse des risques et l'alerte



Les services aux usagers : information, alerte et conseil

Le CDCS élabore et actualise en continu des recommandations de sécurité qu'il diffuse principalement au moyen de deux outils au service des voyageurs : les **Conseils aux voyageurs** et le service **Fil d'Ariane**.



EN 2023

26,5 millions de consultations des pages Conseils aux voyageurs du site diplomatie.gouv.fr

2 068 modifications réalisées*

*Modifications du narratif, de la carte, etc.

► Les Conseils aux voyageurs

Conseils aux voyageurs

Les Conseils aux voyageurs visent à faciliter la préparation et le bon déroulement des déplacements touristiques ou professionnels. Ils fournissent des informations pratiques et des recommandations sécuritaires à travers **191 « fiches pays »** assorties de cartes et une dizaine de **fiches thématiques** (santé, séismes, cyclones/ouragans...). **Très consultés et appréciés des usagers, les Conseils aux voyageurs sont régulièrement actualisés**, en associant l'expertise de notre réseau diplomatique et de plusieurs directions du ministère ainsi que celles d'autres organismes partenaires du CDCS.



Les Conseils aux voyageurs sont certifiés ISO 9001 depuis 2011.

L'audit de la certification, mené par l'AFNOR en juin 2023, a conduit au renouvellement pour 3 ans de cette certification, confirmant ainsi la robustesse du processus d'élaboration et d'actualisation des fiches Conseils aux voyageurs. Il s'appuie sur l'analyse de l'ensemble du réseau diplomatique et consulaire, dans le cadre d'un dialogue interne exigeant, intégrant également plusieurs

directions du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il bénéficie en outre des analyses et de l'expertise de plusieurs ministères (des Armées, du Travail, de la Santé et des Solidarités, etc.).

La fréquentation du site internet, et les taux élevés de satisfaction (86 % en 2023) observés à l'occasion des enquêtes annuelles menées auprès des professionnels et du grand public, témoignent de la qualité du service public rendu.

« DERNIÈRES MINUTES »

En cas d'événement ou d'alerte pouvant affecter la sécurité des Français à l'étranger (manifestation, attentat, épidémie, séisme...), des informations et consignes spécifiques sont publiées dans de très courts délais dans la rubrique « **Dernières minutes** » des **Conseils aux voyageurs**.

1 164 « dernières minutes » publiées en 2023

LES 5 DESTINATIONS LES PLUS CONSULTÉES EN 2023

1. Israël/Territoires palestiniens
2. États-Unis
3. Maroc
4. Egypte
5. Thaïlande

► Le service Fil d'Ariane



L'inscription sur le service Fil d'Ariane à partir du site diplomatie.gouv.fr permet aux voyageurs de recevoir par mail ou par SMS des messages d'alerte et des consignes de sécurité si la situation dans le pays visité le justifie. Ces alertes peuvent porter sur des risques naturels, sécuritaires, sanitaires en particulier.

EN 2023

327 046 voyages individuels et collectifs déclarés

612 campagnes d'alerte diffusées

► Les conseils aux opérateurs de l'État et aux entreprises

Le CDCS entretient des échanges réguliers avec de nombreux partenaires (entreprises, opérateurs, médias, organismes professionnels, ONG) au sujet de la situation sécuritaire dans le monde et leur transmet des recommandations adaptées aux spécificités de leurs missions et personnels.

Grâce à un dialogue régulier, les acteurs du tourisme sont également accompagnés et alertés par le CDCS, de manière individuelle ou collective via les structures représentant le secteur, tout particulièrement en période de crise affectant une destination touristique (Pérou, Maroc en 2023). Les recommandations du CDCS constituent également un outil essentiel lors de la phase d'organisation de futurs séjours par les agences de voyages ou les tour-opérateurs.

170 entreprises et opérateurs conseillés à l'occasion d'échanges particuliers ou de réunions spécifiques.

45 sensibilisations et interventions assurées auprès des entreprises/opérateurs sur des thématiques sécuritaires, notamment pour sensibiliser les volontaires internationaux sur les éventuels risques sécuritaires avant leur affectation à l'étranger.

1 formation réservée aux opérateurs et partenaires institutionnels du réseau diplomatique.

2 rencontres annuelles consacrées à la sécurité et l'expatriation organisées par le CDCS au profit des entreprises et des opérateurs rassemblant au total près de 400 participants.

La veille et la permanence diplomatique et consulaire

Le CDCS est en charge du **suivi**, de la **collecte** et de la **synthèse des informations** relatives aux situations d'urgence et aux crises dans le monde. Il alerte sur les événements susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité des Français à l'étranger ou requérant une action humanitaire d'urgence. La nuit, le week-end et les jours fériés, il contribue à la continuité du service public en assurant une permanence pour l'ensemble du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

L'UNITÉ DE VEILLE DU CDCS : UN SERVICE MOBILISÉ 24/7

Une équipe de **17 veilleurs**, dont 13 effectuent par roulement la permanence de nuit, de week-end et des jours fériés

Des synthèses d'actualité et des bulletins sur les thématiques de sécurité sont diffusés quotidiennement au sein du ministère grâce à de nombreux outils dont l'intelligence artificielle

6 416 appels d'usagers traités en 2023 via la permanence téléphonique accessible au public 24h/24, 7j/7



Cellule de veille du Centre de situation

► La réponse aux crises sécuritaires

Le CDCS est chargé de la **planification de la réponse aux crises**, de la formation à la gestion de crise des agents de l'administration centrale et des postes diplomatiques et consulaires, ainsi que de l'activation des cellules de crise. Si la situation et l'ampleur de la crise le nécessitent, le CDCS dépêche des agents afin de renforcer les équipes diplomatiques et consulaires sur le terrain. Il organise un **retour d'expérience** après chaque crise.



Opération d'évacuation du Niger – Accueil de ressortissants à l'aéroport de Niamey – août 2023



La planification

► Le suivi des plans de sécurité

Le CDCS travaille, en étroite coordination avec les ambassades et consulats généraux, à la mise en place et à l'actualisation de plans de sécurité des communautés françaises à l'étranger. Par une analyse des risques et en déterminant les actions à entreprendre et les moyens à mobiliser (outils de communication, points de regroupement et d'évacuation, stocks de sécurité, etc.), ces plans contribuent à la protection des ressortissants français. Ils fournissent un guide précis et complet des outils et ressources du poste pour assurer la sécurité de la communauté française et une gestion de crise efficace.

37 pays ont connu une crise significative en 2023

► L'élaboration de cartes sécuritaires

Le CDCS s'appuie sur un service de cartographie interne qui établit les cartes sécuritaires des Conseils aux voyageurs, mais également des cartes des différents plans de sécurité et des cartes de situation en période de crise. L'internalisation de cette fonction offre au CDCS et à l'ensemble du ministère et des postes une capacité de production d'outils cartographiques adaptés aux impératifs de veille sécuritaire et de protection des communautés françaises à l'étranger dans de très courts délais.

224 plans de sécurité au bénéfice de la communauté française résidente ou de passage **sont suivis par le CDCS et donnent lieu à des mises à jour régulières.**

251 cartes ont été élaborées (Conseils aux voyageurs, situation de crise, etc.)



MISSION RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC) – GOMA

Le CDCS a réalisé en 2023 plusieurs missions en RDC visant à renforcer le plan de sécurité et les dispositifs de mise en protection de nos communautés à Goma et à Kinshasa, élaborés par l'ambassade et le consulat, dans un contexte marqué par les affrontements armés dans l'est du pays et dans la perspective des élections nationales de décembre. Ces missions sur le terrain permettent notamment d'affiner la préparation des points de regroupement, la coordination avec nos partenaires européens et d'assurer la préparation du poste à la mise en place d'une cellule de crise.



La préparation aux situations d'urgence et la gestion des crises



AUDIT/MISSIONS D'APPUI

Les audits ou missions d'appui des postes diplomatiques sont proposés par le CDCS de façon périodique, à la demande des postes ou du cabinet du ministre. Ils ont pour but d'accompagner les postes dans la mise à jour et la pertinence de leur dispositif de crise (organigramme de crise, annuaire de crise, organisation et activation de la cellule de crise). Un bilan est également fait sur l'organisation spatiale et logistique de la potentielle cellule de crise. Une mise en situation peut être simulée pour tester le dispositif (exercice de crise).

Les audits/missions d'appui ont également pour but de vérifier si les postes disposent des outils nécessaires en cas de crise pour prendre en charge temporairement la communauté française : visite des points de regroupement, stocks de nourriture et d'eau, stocks de médicaments (premiers secours, médicaments pour des maladies chroniques), identification des structures de santé dans le pays, échanges avec les principaux partenaires (européens, entreprises, ONG...), point sur la carte sécuritaire (zones Conseils aux Voyageurs).

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

Le CDCS et la Croix-Rouge française ont renouvelé leur convention de partenariat en 2023. Les volontaires de la Croix-Rouge française peuvent être mobilisés à la demande du CDCS dans le pôle de la réponse téléphonique ou pour l'accueil de ressortissants ou des victimes de retour des zones de crise.

VIVIER DE VOLONTAIRES

Les volontaires sont des agents d'autres directions du MEAE. Ils sont mobilisés lors d'une crise pour faire face aux situations d'urgence en fonction de leurs compétences et disponibilités, en soutien des agents du CDCS.

L'unité de gestion des situations d'urgence est composée de 8 agents pour soutenir les postes diplomatiques et consulaires impactés par les crises. Elle assure également la formation des agents du ministère à Paris et dans les postes.

La préparation aux situations d'urgence et à la gestion de crise

Formation du réseau diplomatique à la gestion de crise en 2023

Depuis 2021, il est demandé à tous les postes de tester annuellement leur dispositif de gestion de crise dans le cadre d'une simulation à réaliser en autonomie. Certains postes peuvent solliciter le CDCS pour des formations spécifiques de gestion de crise. Des agents du CDCS peuvent se déplacer dans le poste diplomatique ou consulaire pour une formation globale sur place ou pour la réalisation d'un audit complet du dispositif de crise.

Les viviers de volontaires du ministère et de la Croix-Rouge française sont formés par le CDCS pour renforcer les équipes à Paris et contribuer à la réponse téléphonique lors de l'activation des cellules de crise.



Volontaire de la Croix-Rouge assurant la réponse téléphonique lors d'une cellule de crise

EN 2023

5 missions d'audit/missions d'appui des plans de réponse aux crises de postes diplomatiques

5 missions de formation et de mise en situation de crise avec un scénario adapté à la situation des pays

300 personnes du vivier des volontaires formées à Paris à la gestion de crise

Plus de 900 agents des postes ont bénéficié en 2023 d'une formation en gestion de crise

Une centaine de volontaires de la Croix-Rouge formée à la réponse téléphonique

Les agents en poste et à Paris ainsi que les volontaires de la Croix-Rouge française sont formés en fonction des besoins des pôles qui composent une cellule de crise notamment :

• Suivi de la communauté protégée

Ce pôle est chargé de la localisation des ressortissants, de l'éventuel suivi des victimes et recherche des disparus, de la diffusion des messages à destination des Français, de l'évaluation des éventuels besoins en santé et de la coordination des évacuations sanitaires.

• Communication de crise et relations extérieures

Ce pôle est l'interlocuteur des médias, ainsi que des établissements éducatifs et culturels, des entreprises, des opérateurs de l'État et des partenaires étrangers.

• Réponse téléphonique

Une crise est susceptible d'engendrer un nombre significatif d'appels de Français. Ce pôle est chargé d'organiser la réponse téléphonique et d'identifier les situations sensibles nécessitant un suivi spécifique, alors pris en charge par le pôle « Suivi de la Communauté protégée ».

• Logistique, ressources humaines et télécommunications

Ce pôle veille au bon fonctionnement du dispositif de crise (outils de télécommunication, mobilisation des agents en cellule de crise, etc.).

• Rédaction

Ce pôle veille à la circulation, à la centralisation et à la synthèse de l'information. Il est chargé de rédiger les points de situation et de tenir à jour la main courante de la cellule de crise.



Cellule de crise du CDCS

La gestion des crises

Lors de la survenance d'une crise, le CDCS est en charge de :

• **Coordonner** la cellule de crise basée à Paris, en appui de la cellule de crise ouverte dans le ou les postes diplomatiques concernés ;

• **Superviser** les équipes de volontaires mobilisées pour la réponse téléphonique ouverte au grand public ;

• **Assurer** l'envoi de renforts sur le terrain en soutien du ou des postes concernés.



Coopération européenne

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a signé, à Bruxelles, le 19 juillet 2023, une déclaration de coopération renforcée avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) pour la prise en charge des diplomates des délégations de l'UE, et leurs

ayants-droit, en cas d'évacuation. Cette déclaration d'intention actualise la précédente (en date de 2015), et porte à 69 le nombre de pays concernés (14 pays supplémentaires).

Par ailleurs, le CDCS participe régulièrement aux instances européennes suivantes :

- le groupe affaires consulaires (COCON) du Conseil de l'UE (conjointement avec la Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire - DFAE) ;
- le Comité de sécurité du Centre de réponse aux crises du SEAE

(conjointement avec la Direction de la sécurité diplomatique - DSD).

Enfin, en cas de crise, le CDCS est le point de contact en France de la coordination européenne via la plateforme d'échanges CoOL (Consulaire On Line), permettant :

- le partage d'informations entre États membres de l'UE ;
- l'amélioration de la coordination européenne en matière de réponse aux crises (protection des ressortissants français et des ressortissants européens en pays tiers en cas d'évacuation).

Envoi d'équipes médicales spécialisées en situation de crise

Grâce à une coordination étroite avec les acteurs du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités (dont Santé publique France et l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris - APHP), et du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, le CDCS dispose d'une capacité de projection d'équipes médicales d'urgence spécialisées au profit de nos ressortissants ou des communautés locales impactées.

TASKFORCE SANITAIRE INTERNATIONALE (TFSI)



Dans le cadre de conventions avec le ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités et avec Santé publique France, une taskforce sanitaire internationale a été mise en place début 2023 et coordonnée par le CDCS pour répondre aux urgences sanitaires, tant dans un cadre sécuritaire que dans un cadre humanitaire.

Cette taskforce sera composée à terme de 200 professionnels de santé (médecins, infirmières, sages-femmes, puéricultrices, pédiatres, chirurgiens, kinésithérapeutes, etc.) identifiés et formés par Santé publique France et le CDCS. En 2023, une centaine de professionnels de santé ont d'ores et déjà été identifiés et formés.

Briefing par le CDCS des membres de la taskforce sanitaire internationale avant leur déploiement sur le PHA DIXMUDE – décembre 2023

SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE DU CDCS

Le CDCS propose un soutien médico-psychologique pour les ressortissants français impactés par un événement brutal (disparitions inquiétantes, morts violentes, enlèvements) ou une crise à l'étranger. Différents dispositifs peuvent être déclenchés en fonction des paramètres de la crise.

Ce soutien peut être assuré :

- Par la psychologue du CDCS (affaires individuelles, séismes Turquie et Maroc en 2023, coup d'État au Gabon, etc.) ;
- Par le déploiement de praticiens en santé mentale experts en psycho-traumatisme identifiés par le CDCS (mai 2023 : attentat à Djerba, Tunisie) ;
- Par l'activation, à la demande du CDCS, d'une ligne téléphonique de soutien médico-psychologique du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités (octobre et novembre 2023 : Israël/Territoires palestiniens).



EXERCICE DE CRISE ARGONAUT À CHYPRE 15 -19 MAI 2023

Les autorités chypriotes ont organisé l'exercice multinational annuel de gestion de crise ARGONAUT, du 15 au 19 mai, à Larnaca. Forum d'échanges et de contacts, cet exercice vise à anticiper la gestion et la coordination consulaires qui seraient à mettre en œuvre en cas de crise majeure au Liban.

Dix-huit nations ont participé activement à l'exercice : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, Chypre, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

► Le suivi des affaires individuelles

L'unité des affaires individuelles traite des morts violentes ou survenues dans des conditions suspectes, des disparitions inquiétantes et des enlèvements de Français à l'étranger. En liaison étroite avec le réseau diplomatique et consulaire, le service est chargé de soutenir, d'orienter et d'accompagner les familles dans l'accomplissement des démarches administratives et de veiller à ce que l'ensemble des services compétents de l'État se mobilisent sur ces situations individuelles sensibles. Il peut mettre en relation les victimes et leurs proches avec une association d'aide aux victimes pour les accompagner.

Le CDCS assure la liaison avec les services du ministère de la Justice (Service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes, Délégation interministérielle à l'aide aux victimes). Avec l'appui du réseau associatif (France Victimes en particulier) et des organes d'indemnisation, les services du ministère de la Justice assurent le traitement judiciaire des cas signalés, mais aussi l'assistance aux victimes en relais du CDCS.

Evacuation de ressortissants français du Niger



DONNÉES 2023

507 décès signalés dont **330** morts violentes ou suspectes, parmi lesquelles **31** homicides.

395 disparitions potentiellement inquiétantes signalées.

367 personnes retrouvées, tandis que **24** disparitions signalées en 2023 continuent de faire l'objet de recherches actives en lien avec les représentations diplomatiques et consulaires.

7 enlèvements crapuleux ou terroristes de ressortissants français à l'étranger.



FAITS MARQUANTS 2023

- Libération du journaliste Olivier Dubois, otage détenu au Mali depuis avril 2021
- Libération de trois des sept ressortissants français détenus arbitrairement en Iran
- Libération du journaliste Mortaza Behboudi, détenu en Afghanistan depuis janvier 2023
- Suivi de la situation de nos compatriotes en Israël et dans les Territoires palestiniens (résidents français ou collaborateurs de l'Institut français, avec les membres de leurs familles)

L'ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE ET DE STABILISATION

Le CDCS assure deux missions complémentaires pilotées par son Centre des opérations humanitaires et de stabilisation : la **réponse humanitaire d'urgence** et le **soutien à des actions de stabilisation**. La première vise à répondre aux besoins vitaux des populations confrontées à des crises d'ampleur. La seconde intervient en appui à la sortie de crise, pour répondre aux besoins des populations et soutenir le relèvement des États fragilisés.

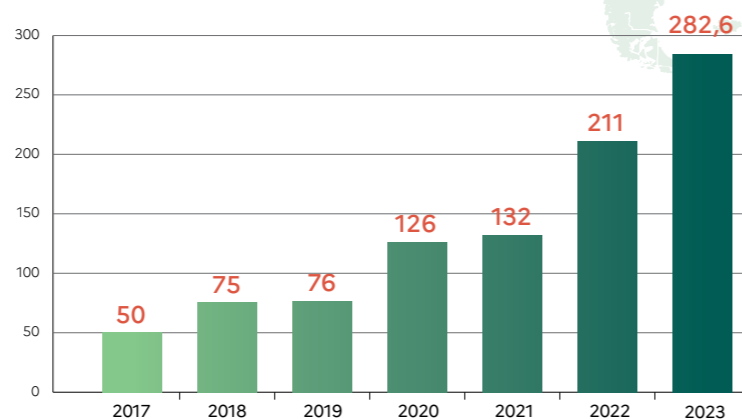
EN 2023

282,6 M€

de crédits du Fonds d'Urgence Humanitaire et de Stabilisation exécutés en 2023 (188 M€ de crédits initiaux) soit **+34 %** par rapport à 2022, dont

- **269,4 M€** : subventions de projets d'ONG
- **8,6 M€** : livraison de biens humanitaires et de services (transports, etc.)
- **4,6 M€** : déploiement d'équipes en zone de crise, évacuations sanitaires, etc., via des partenariats interministériels.

PROGRESSION DES CRÉDITS DU FONDS D'URGENCE HUMANITAIRE ET DE STABILISATION EXÉCUTÉS/AN
(EN MILLIONS D'EUROS)



Source : MEAE/CDCS

GUERRE EN UKRAÏNE
68,3 M€

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT
107,8 M€

248 projets humanitaires financés en 2023 dans **44** pays

92 ONG humanitaires partenaires (dont 38 ONG françaises, 30 ONG internationales et 24 ONG locales)

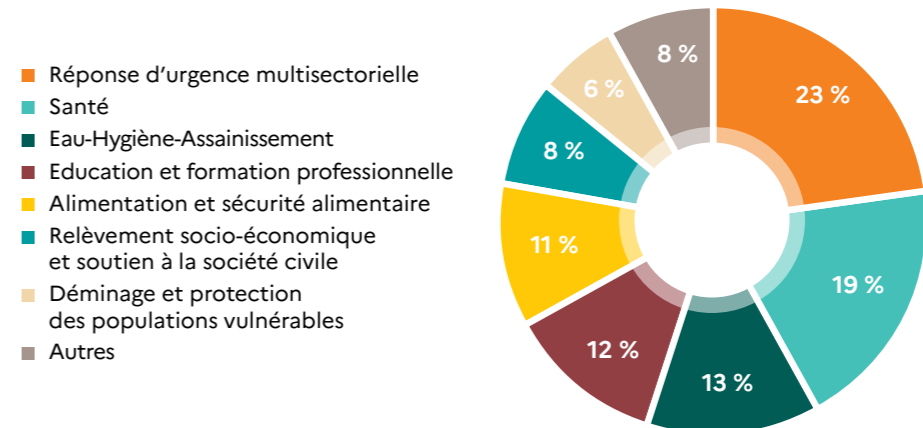
80 opérations bilatérales d'urgence (fret humanitaire, déploiement de la sécurité civile...)

AMÉRIQUES
4,6 M€

AFRIQUE ET OcéAN INDIEN
80,4 M€

ASIE ET OCÉANIE
16,2 M€

SECTEURS D'INTERVENTION DES PROJETS FINANCÉS EN 2023



Source : MEAE/CDCS

L'ACTION HUMANITAIRE DE LA FRANCE : LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2023

► UKRAINE

La France est restée mobilisée en 2023 pour répondre aux conséquences de la guerre d'agression russe en Ukraine.

Depuis le 24 février 2022, les équipes du CDCS ont organisé **plus de 50 opérations d'urgence**, portant à plusieurs milliers de tonnes la quantité d'équipements et de biens humanitaires acheminée en Ukraine et dans les pays limitrophes, témoignant de la mobilisation exceptionnelle de la France au profit du peuple ukrainien.



Les dons envoyés couvrent les secteurs de : l'aide médicale, l'aide alimentaire, le soutien en matière agricole, la recherche et le sauvetage de victimes, la sécurité électrique des hôpitaux, les abris d'urgence et les biens de première nécessité pour les déplacés et réfugiés, la mobilité des populations (ponts mobiles), le déminage et le soutien aux journalistes ukrainiens.

Soutien aux organisations françaises et internationales

En 2023, le CDCS a mobilisé plus de **58,8 M€** pour le soutien aux actions humanitaires. Ce sont ainsi **19 projets de 17 ONG et un opérateur (France médias monde)** qui ont été financés en Ukraine et dans les pays limitrophes (Moldavie, Roumanie, Pologne, Hongrie).

Réponse d'urgence à la destruction du barrage de Kakhovka

La France a également envoyé une aide d'urgence spécifique à la suite de la destruction du barrage de Kakhovka en juin 2023 afin de venir au plus vite en aide aux populations directement affectées par les inondations provoquées par cette catastrophe. Cet envoi comprenait notamment **près d'une quarantaine de bateaux, 5 stations de potabilisation d'eau, 6 groupes électrogènes, 210 motopompes et 40 unités de stockage d'eau.**

Opérations d'évacuations de soldats ukrainiens blessés

Dans le cadre du Mécanisme de protection civile de l'Union européenne (MPCU) et en collaboration avec Santé publique France, l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris et le Service de santé des armées, le CDCS a poursuivi les évacuations sanitaires de militaires blessés ukrainiens en 2023 : **11 opérations** ont permis de transférer au total **46 patients** afin qu'ils soient pris en charge en France dans des établissements de santé civils et militaires.

► DOMAINES D'INTERVENTION

Éducation en situation d'urgence

Soutien à l'ONG Bibliothèques sans Frontières au profit des centres collectifs d'accueil des déplacés et des réfugiés et à l'ONG Acted pour la reconstruction et la rénovation d'écoles et d'abris anti-bombes pour permettre la reprise de l'enseignement en présentiel.

Appui au système de santé et services essentiels à la population

Soutien aux ONG spécialisées pour améliorer l'accès aux soins en santé primaire, santé mentale et soutien psychosocial, santé sexuelle et reproductive, prise en charge des blessés de guerre et renforcement des capacités des hôpitaux.

Déminage humanitaire

Soutien aux ONG spécialisées pour la mise en place d'activités d'éducation aux risques liés aux mines : cartographie des zones minées, soutien technique par la formation de personnels civils et humanitaires, fourniture d'équipements et formation au profit des services ukrainiens de déminage civil du SESU (Service ukrainien des situations d'urgence).

Énergie

Approvisionnement en énergie hybride et renouvelable aux centres collectifs en Ukraine, afin d'améliorer leur fonctionnement et leur capacité à fournir des services essentiels avec notamment l'envoi de générateurs électriques.

► TURQUIE ET SYRIE

Le CDCS a participé à la réponse d'urgence à la suite des séismes qui ont frappé la Turquie et la Syrie en février 2023 : face à la crise humanitaire majeure qu'ont engendrée les séismes des 6 et 7 février 2023, le CDCS a mis en œuvre une réponse en deux temps.

Dès le lendemain de la catastrophe, **deux détachements de recherche et secours sous décombres du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer** sont partis en Turquie, grâce aux vecteurs aériens du ministère des Armées, afin de participer aux opérations de sauvetage, de recherche et d'assistance aux populations sinistrées aux côtés des autorités turques.

En complément, **40 tonnes de nourriture et de matériel d'urgence** ont été acheminées à destination de la Turquie et de la Syrie.

Par la suite, le CDCS a financé **11 projets humanitaires d'urgence** afin d'apporter un soutien vital aux populations syriennes sinistrées, pour un



Séismes en Turquie - Intervention des équipes de la sécurité civile et du CDCS - février 2023

total de **12 M€**. Ces projets d'urgence, d'une durée de 3 à 12 mois, ciblent l'ensemble des secteurs prioritaires : santé, accès à l'eau et aux biens de première nécessité, accès à la nourriture et colis alimentaires, mise à l'abri et réhabilitation d'urgence. Une attention particulière a été accordée aux besoins spécifiques des femmes enceintes et nouveau-nés.

► SOUDAN

En réponse au conflit qui a éclaté en avril au Soudan, le CDCS a consacré **17 M€** en 2023 à cette crise. En l'absence d'accès humanitaire sur le territoire soudanais pendant les premiers semaines du conflit, **9 M€ ont été attribués à des ONG présentes dans les pays limitrophes** (Tchad et Soudan du Sud) permettant d'apporter une réponse multisectorielle (abris, eau, alimentation et santé) aux besoins essentiels des populations réfugiées.

Puis à partir de l'été, **8 M€ supplémentaires au bénéfice d'ONG internationales** ont été octroyés pour couvrir les besoins vitaux des populations déplacées internes et communautés hôtes dans les États de Gedaref, Jezirah et du Darfour Occidental en attendant une potentielle ouverture de Khartoum. Des efforts complémentaires de stabilisation ont permis de mettre en place une médiation entre les Forces armées soudanaises (FAS) et les Forces de soutien rapide (RSF) au Darfour afin de faciliter des cessez-le-feu locaux.



FORUM HUMANITAIRE EUROPÉEN

Le deuxième Forum humanitaire européen, co-organisé par la Suède, au titre de sa présidence du Conseil de l'UE, et la Commission européenne, s'est tenu les 20 et 21 mars 2023 à Bruxelles, il a rassemblé les 27 États membres de l'Union européenne, ainsi que les institutions européennes et les principaux acteurs humanitaires.

À cette occasion, la France est intervenue lors de deux tables-rondes, portant sur l'efficacité et l'efficience de la chaîne d'approvisionnement humanitaire ainsi que sur le premier anniversaire de la Charte des organisations et de la Déclaration des bailleurs humanitaires sur le climat et l'environnement. Cette dernière a été adoptée sous présidence française du Conseil de l'UE à l'occasion de la première édition du Forum, co-organisé par la France et la Commission en mars 2022. La participation de la France à ces deux séquences en 2023 a permis de valoriser les opérations d'urgence du CDCS, le renforcement de ses capacités logistiques, et la prise en compte du climat dans son action humanitaire.

► LIBYE

À la suite des inondations dévastatrices causées par la tempête Daniel et à la demande des autorités libyennes, le CDCS, en coordination avec le ministère des Armées et le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, a apporté son assistance aux victimes de la catastrophe.



Libye – Vue aérienne de l'hôpital de campagne de la sécurité civile déployé par la France – septembre 2023

Déploiement d'un hôpital de campagne

La France a déployé un hôpital de campagne de la sécurité civile (ESCRIM : Élément de Sécurité civile rapide d'intervention médicale) opéré par une équipe médicale de **80 personnes** dont des chirurgiens, médecins, anesthésistes, infirmiers, sages-femmes, pharmaciens, auxiliaires de santé et logisticiens à Derna du 17 septembre au 11 octobre.

Cet hôpital de campagne a participé, aux côtés des forces de secours locales, à la prise en charge médicale et chirurgicale des personnes blessées.

Disposant d'un bloc opératoire et de 14 lits d'hospitalisation, l'hôpital a accueilli et traité près de 1700 personnes.

Cette opération a bénéficié du soutien et des contributions de plus de **200 collectivités territoriales** à travers le Fond d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO).

En parallèle du déploiement de l'hôpital de campagne, la France, à travers le CDCS, a **soutenu plusieurs ONG** dont ACTED, Première Urgence internationale et Supernovae pour apporter une aide d'urgence aux communautés touchées par les inondations dans les domaines du soutien psycho-social, des soins de santé primaire, du traitement des maladies d'origine hydrique et des maladies chroniques.

► HAUT-KARABAGH



Remise de matériel médical à l'Hôpital des grands brûlés d'Erevan – octobre 2023

À la suite de l'offensive militaire de l'Azerbaïdjan du 19 au 20 septembre 2023 sur le Haut-Karabagh, le CDCS a triplé l'enveloppe affectée à la réponse d'urgence au profit de la population arménienne du Haut-Karabagh déplacée en Arménie, qui est passée à 2M€. Ainsi, les ONG ACTED, Action contre la faim et Médecins du Monde ont mis en place des projets d'accueil et d'accompagnement des réfugiés (assistance financière, santé mentale et soutien psychosocial, accompagnement juridique, réhabilitation d'abris collectifs et sites d'hébergement) en lien avec les autorités locales.



Livraison de fret humanitaire d'urgence en Egypte pour l'acheminement vers Gaza – novembre 2023

► GAZA

Depuis le mois d'octobre 2023, la France est mobilisée pour venir en aide aux populations de la bande de Gaza affectées par les bombardements et les pénuries.

Acheminement de fret d'urgence

En 2023, la France a acheminé plus de 1 000 tonnes de fret humanitaire d'urgence par le biais de 20 opérations au profit des populations civiles de Gaza :

- De matériel médical (des kits d'urgence, des médicaments, 3 postes sanitaires mobiles (voir p. 26) ;
- De générateurs électriques et lampes solaires ;
- Plus de **700 tonnes** d'aliments à forte valeur nutritionnelle acquises par le Programme alimentaire mondial (PAM) auprès de l'entreprise Nutriset acheminées jusqu'en Egypte via un partenaire.

Avec le concours du ministère des Armées, de l'Union européenne et de fondations d'entreprises, le fret a été mis à disposition du Croissant Rouge égyptien, du Croissant Rouge palestinien, des ONG déjà présentes à Gaza et du Programme alimentaire mondial, chargés de distribuer l'aide aux populations.

Soutien financier

À la suite de la Conférence humanitaire internationale pour la population civile de Gaza organisée le 9 novembre 2023 à l'initiative du Président de la République, la France a annoncé porter à **100 M€** sa contribution en matière d'aide humanitaire pour l'année 2023 :

- **77 M€** pour soutenir les agences onusiennes ;
- **6 M€** au profit du CICR ;

- **17 M€** pour les ONG françaises et internationales.

Appui sanitaire

La France apporte un appui sanitaire aux populations de Gaza, en partenariat étroit avec les autorités égyptiennes :

- **Déploiement du Porte-hélicoptères amphibie (PHA) Dixmude** au large d'Al-Arich en Egypte pour la prise en charge de patients qui nécessitent une hospitalisation et des actes chirurgicaux.

Des équipes médicales du Services de Santé des armées ont été renforcées par **120 personnels médicaux** de la réserve sanitaire et de la Sécurité civile. Des personnels médicaux du Royaume-Uni, de la Belgique, du Danemark, des Emirats arabes unis et de la Jordanie sont également venus renforcer les équipes en place.

Grâce à cette mobilisation interministérielle inédite, près de 1 200 consultations et 180 actes de chirurgie ont été réalisés en 2023 sur le Dixmude.

- **Accueil par la France d'enfants palestiniens blessés en 2023.** Ils ont été pris en charge dans des services hospitaliers pédiatriques.

La France apporte également un appui en lien étroit avec les autorités jordaniennes

- Du fret d'urgence (abris et suppléments nutritionnels) a été acheminé par 2 vols cargo (le 21 et le 26 décembre 2023) et remis à la Jordan Hashemite Charity Organization au profit des populations de Gaza ;
- **10 ambulances** ont été remises à la Jordan Hashemite Charity Organization au profit des 2 hôpitaux de campagne jordaniens à Gaza ;
- Des médicaments et des matériels médicaux ont été offerts à l'hôpital jordanien de Gaza.

CNH CONFÉRENCE NATIONALE HUMANITAIRE 2023



La 6^e édition de la Conférence Nationale Humanitaire s'est tenue le 19 décembre 2023.

Des acteurs humanitaires nationaux et internationaux, des parlementaires, des journalistes, des universitaires, des décideurs politiques et des responsables d'entreprises notamment ont participé à l'événement.

A cette occasion, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a présenté les engagements de la France dans le cadre de la Stratégie humanitaire de la République française 2023-2027 (SHRF).

Pour en savoir plus : voir p. 32.

LES PRIORITÉS HUMANITAIRES DE LA FRANCE

STRATÉGIE HUMANITAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2023 - 2027

En décembre 2023 s'est tenue la 6^e édition de la **Conférence Nationale Humanitaire** co-organisée par le Centre de crise et de soutien et les ONG humanitaires. À cette occasion, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a présenté les engagements de la France dans le cadre de la nouvelle **Stratégie humanitaire de la République française 2023-2027** (SHRF). Cette dernière est l'occasion de renouveler les modalités de la réponse humanitaire pour l'adapter aux nouveaux défis.

L'espace humanitaire, qualifié de « patrimoine commun » par le Président de la République, est mis en péril par la violence des conflits, qui n'épargnent personne, pas même celles et ceux qui répondent aux besoins des populations sur le terrain. Les difficultés d'accès

humanitaire, parfois inscrites dans des stratégies délibérées, s'ajoutent aux violences ciblant les populations civiles, aux financements insuffisants, mais aussi au renforcement des contrôles et des blocages administratifs exercés sur la délivrance de l'aide.

C'est dans ce contexte que le Président de la République a décidé de porter les financements humanitaires à 1 milliard d'euros par an d'ici à 2025.

Cette augmentation est une décision ambitieuse, au moment même où le déficit des financements humanitaires par rapport aux besoins n'a jamais été aussi important. C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'action du CDCS et de son centre des opérations humanitaires et de stabilisation afin de mettre en œuvre les priorités humanitaires de la France.



Livraison de fret médical pour Gaza – novembre 2023

► Défendre les principes de l'action humanitaire et assurer le respect du droit international humanitaire

Le respect et la mise en œuvre du droit international humanitaire (DIH), des principes humanitaires et la préservation de l'espace humanitaire constituent des priorités promues et défendues par la France. Il s'agit d'une priorité d'action du CDCS depuis de nombreuses années avec des traductions concrètes, à l'image de plusieurs projets financés en 2023.



Intervention du directeur du CDCS, Philippe Lalliot, lors de la Conférence nationale humanitaire, le 19 décembre 2023

► La protection des civils et le respect du droit international humanitaire (DIH)

Dans les Territoires palestiniens, le CDCS a soutenu le **Norwegian Refugee Council en Cisjordanie (1,75 M€)** afin de prévenir le transfert forcé des populations civiles et les violations de leurs droits fondamentaux. Ce projet accompagne 27 650 personnes en Cisjordanie et dans Jérusalem-Est, via une aide multisectorielle (accès aux services sociaux, aide légale pour protéger les droits fonciers, etc.). En parallèle, ce projet a permis de mettre en œuvre une campagne de plaidoyer pour favoriser le respect du droit international, de documenter les violations de ces droits. Depuis le 7 octobre, ce projet apporte également une assistance en Cisjordanie et à Jérusalem-Est afin de prévenir le transfert forcé des Palestiniens (soutien aux moyens de subsistance, déploiement d'abris d'urgence, plaidoyer).

Dans le cadre de son appel à projets « Innovation humanitaire », le CDCS a soutenu l'ONG **Legal Action Worldwide (LAW)** à hauteur de 750 000€, pour la mise en œuvre d'un projet d'accompagnement juridique des travailleurs humanitaires victimes d'attaques en **Ethiopie, en Somalie et au Soudan du Sud**. Cette initiative bénéficie à 25 ONG et leurs personnels, et s'inscrit en soutien des efforts de la France en matière de

lutte contre l'impunité des auteurs d'attaque, de renforcement du respect et d'applicabilité des principes du droit International Humanitaire (DIH).

Au Burkina Faso et au Niger, la dégradation de la situation politique et sécuritaire a conduit à suspendre les actions de coopération avec les autorités locales. En revanche, la France a maintenu son aide humanitaire au profit des populations civiles. Ainsi, au Burkina Faso, un financement d'1 M€ du CDCS au profit de la Croix-Rouge française a permis la mise en œuvre d'actions de soutien d'urgence à plus de 15 000 personnes déplacées. Ce projet répond à l'urgence humanitaire au Nord du Burkina Faso en matière d'abris et d'accès à l'eau.

En Syrie, de nombreux crimes continuent d'être commis par toutes les parties au conflit. Les violations des droits au logement, à la terre, à la propriété sont les plus fréquentes, exacerbées par plusieurs années de bombardements contre des habitations civiles. Le CDCS soutient le Syrian Network for Human Rights (SNHR) dans ses efforts d'analyse et de documentation des violations des droits de l'Homme en Syrie.

► La préservation de l'espace humanitaire

• Sanctions et exemptions humanitaires

Le CDCS participe activement à l'évaluation de l'impact des régimes de sanctions des Nations unies et de l'Union européenne sur l'aide humanitaire et contribue ainsi à l'amélioration des textes adoptés, notamment grâce à l'introduction d'exemptions humanitaires afin que l'application des sanctions ne conduisent pas à empêcher l'acheminement de l'aide aux populations les plus vulnérables.

Le CDCS a ainsi œuvré à la promotion de la **résolution 2664 du Conseil de sécurité des Nations unies**. Cette dernière prévoit, dans les régimes de sanctions des Nations unies, une dérogation humanitaire aux mesures de gel des avoirs, afin de permettre le versement de fonds et la fourniture de biens et services nécessaires à l'acheminement de l'aide humanitaire. Elle limite ainsi les conséquences

indésirables des sanctions sur l'espace humanitaire notamment en Birmanie, au Soudan, au Niger, Gaza, ou encore en Syrie. Le CDCS a également soutenu sa transposition dans les régimes de sanctions autonomes de l'Union européenne.

• Faciliter l'accès bancaire pour les ONG

Le CDCS pilote l'ensemble des travaux du dialogue État / Banques / ONG destinés à faciliter l'accès bancaire aux partenaires humanitaires opérant en zones de crise. Un groupe de travail dédié a été créé en avril 2021 avec les services de l'État concernés (Direction générale du Trésor, Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - ACPR), des ONG et des établissements bancaires, avec, pour mission principale, la rédaction d'un guide des bonnes pratiques bancaires à destination des ONG et des banques, qui a été finalisé en décembre 2023.

► Adapter la réponse humanitaire à la multiplication et à la superposition des crises

En l'espace de quelques années, les crises se sont multipliées, superposées et certaines sont devenues chroniques.

► Les enjeux de santé

Les conflits, les crises et les catastrophes peuvent empêcher les populations et les communautés d'accéder à des soins de santé de qualité, ainsi qu'à des services de base, tels que la vaccination. Le CDCS poursuit son engagement dans l'accès aux soins dans des contextes de crise.

- **En Ukraine**, le CDCS soutient un projet structurant porté par Expertise France (12 M€) dans le domaine de la santé. Coordonné avec le ministère de la santé ukrainien, ce projet allie réponse d'urgence (achat de matériels et d'équipements médicaux, réhabilitation d'infrastructures critiques) et actions de plus long terme (renforcement de capacités, coopérations hospitalières). Il s'inscrit en complémentarité de la plateforme mAIDan, également portée par l'opérateur français et visant à mobiliser la coopération technique française en soutien à l'Ukraine.



Malles de médicaments et matériel médical d'un Poste sanitaire mobile



POSTE SANITAIRE MOBILE (PSM)

Le CDCS peut déployer très rapidement un poste sanitaire mobile (PSM), représentant plus de cinq tonnes de matériels (médicaments de réanimation, antibiotiques, pansements, équipements médicaux...) habituellement utilisés aux urgences des hôpitaux ou en cas de catastrophe par les SAMU. Chaque PSM est configuré pour permettre la prise en charge de 500 blessés graves. **En 2023, au total 5 PSM ont été déployés sur des terrains de crise dans le monde (Syrie, Arménie et Gaza) permettant au total la prise en charge de 2500 blessés graves.**

► Les enjeux liés au climat

Le changement climatique, la perte de la biodiversité et la dégradation de l'environnement constituent l'un des principaux facteurs à l'origine ou exacerbant les crises et les besoins humanitaires.

C'est un des engagements transversaux de la nouvelle Stratégie humanitaire de la République française pour à la fois, anticiper et répondre aux conséquences humanitaires du réchauffement climatique et des désastres qu'il engendre, et pour soutenir les acteurs de l'urgence dans la décarbonation de leurs pratiques. En 2023, plus de 30 % des projets du CDCS prennent en compte les enjeux climatiques.

- **En Irak**, le CDCS soutient Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières à hauteur de 600 000 € pour un projet de renforcement de la résilience socio-économique, environnementale et climatique des communautés locales de la région des marais, dans le sud du pays. Ce projet pilote vise à renforcer l'accès des éleveurs et pêcheurs aux services de santé animale et humaine, tout en contribuant à la protection de la biodiversité dans cet écosystème unique. Ce projet contribue également à l'amélioration durable des conditions de vie de 400 familles.

- **Dans la Corne de l'Afrique**, le CDCS a financé International Rescue Committee à hauteur de 3 M€ pour soutenir les populations touchées par la sécheresse dans le sud de la Somalie et au nord du Kenya. Le projet propose une réponse aux besoins de base de près de 100 000 personnes en matière d'accès à l'eau potable ainsi que de services de santé et de nutrition. Il vise à accroître la résilience de la population somalienne, dont une partie s'est réfugiée au Kenya pour fuir les conflits et la sécheresse extrême.

- **Aux Fidji, au Vanuatu et aux Iles Salomon**, le CDCS soutient par ailleurs l'ONG ADRA Australie (Adventist Development Relief Agency) à hauteur de 750 000€, pour la mise en œuvre d'actions visant à réduire les risques de catastrophe dans le Pacifique Sud à travers le renforcement de la résilience des personnes en situation de handicap et des infrastructures dans la gestion des catastrophes. Le projet soutient les acteurs locaux par la création et le renforcement de comités de gestion inclusifs, pilotés directement par les communautés locales, en veillant à garantir l'accès à un abri sûr aux populations vulnérables. Des formations sont organisées par l'ONG pour améliorer la préparation aux catastrophes et la gestion des centres d'évacuation, tout en garantissant une mobilisation inclusive pour œuvrer au profit de la protection communautaire.

► Les enjeux liés au genre



Afghanistan - Emission éducative de la Radio Begum

Les inégalités de genre et les violences sexuelles sont accentuées par les crises et les conflits, dont les femmes, les adolescentes et les filles sont les premières victimes. Plus spécifiquement, en adoptant une diplomatie féministe en 2019, la France a fait des droits des femmes et des filles, de l'égalité de genre et des droits et santé sexuels et reproductifs des priorités de son action internationale. 89 % des financements du CDCS favorisent l'égalité de genre ou mettent en œuvre les enjeux de genre comme objectif principal. Par ailleurs, le CDCS y accorde désormais une attention particulière sur l'intégralité de ses projets.

- **En Afghanistan**, le CDCS finance l'ONG Begum Organization for Women à hauteur de 850 000 € afin de proposer des programmes éducatifs et récréatifs aux femmes et aux filles (environ 50 000 bénéficiaires). La radio, qui fonctionne six jours sur sept sur la base de six heures quotidiennes d'émission éducative en langue pachto et dari, a étendu sa couverture géographique : elle est maintenant présente dans six provinces d'Afghanistan. Le projet s'étale sur deux ans et a également pour objectif de développer une plateforme de cours à distance.

- **Au Nigéria**, le CDCS soutient un projet de l'ONG Bibliothèques Sans frontières (BSF), en partenariat avec l'ONG We Are NOT Weapons of War (WWoW), à hauteur d'1 M€, pour lutter contre les violences sexuelles à travers la mise en place d'un dispositif innovant d'accès à l'information et de recensement des cas. En s'appuyant sur la société civile et les communautés locales, les deux ONG travaillent au développement de technologies et de contenus pour prévenir et combattre les violences sexuelles dans l'État de Borno auprès de 15 000 bénéficiaires et de 20 organisations de la société civile.

- **En Ukraine, le CDCS soutient l'ONG ACTED pour un projet de retour à l'enseignement en présentiel**, dans la région de Tchernihiv, à travers la rénovation et la réhabilitation des infrastructures scolaires, notamment des abris anti-bombes afin de garantir la sécurité des élèves. Le projet prévoit également la fourniture de mobiliers scolaires, d'équipements et matériels informatiques, ainsi que des bus pour permettre le ramassage des enfants. Il est prévu de soutenir à travers ce projet de 12 M€ près de 37 500 bénéficiaires directs et indirects (9 000 élèves, 1 350 membres du personnel scolaire, 120 organisations et 27 000 résidents).



- **Au Cameroun, le CDCS finance l'ONG Tockem à hauteur de 355 000 € pour favoriser l'accès à l'éducation et en particulier aux opportunités économiques locales, des enfants et des adolescents.** Le projet propose notamment l'accompagnement scolaire de 600 enfants et adolescents dans des établissements locaux francophones et anglophones.

► L'éducation en situation d'urgence

D'après l'UNESCO, 127 millions d'enfants et d'adolescents vivent dans un pays en crise ou en conflit, soit plus de la moitié de la population mondiale non-scolarisée. Dans ce contexte, le CDCS finance des projets visant à favoriser l'accès à l'éducation des enfants et des adolescents les plus affectés.

► La localisation de l'aide

Au premier semestre 2023, le CDCS a réalisé une consultation auprès de 61 acteurs humanitaires locaux, afin de tenir compte de leurs recommandations dans l'élaboration de la SHRF 2023 – 2027.

En Syrie par exemple, des liens de confiance ont été tissés avec des acteurs locaux depuis plusieurs années. Le développement de ces partenariats fait l'objet d'un suivi renforcé, et les montants alloués sont augmentés après des phases pilotes concluantes. A ce jour, 30 % des partenaires soutenus en Syrie sont des organisations locales. L'année 2023 a été marquée par le renforcement du partenariat avec les Casques Blancs, acteurs majeurs de la réponse humanitaire dans le Nord-ouest syrien. Le soutien du CDCS à cette organisation a porté à la fois sur la réponse d'urgence, le déblayage post-séismes de février 2023, sur la réponse hivernale dans les camps de déplacés et a permis de toucher plus de 100 000 bénéficiaires.



MAÎTRISE DES RISQUES

L'aide humanitaire du CDCS, parce qu'elle intervient dans des géographies de crise et de conflit, doit faire l'objet d'une politique de maîtrise des risques robuste, conforme aux engagements de l'État, en particulier dans le champ de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCBFT).

Le CDCS dispose d'une politique de maîtrise des risques fondée sur trois axes : l'identification des risques, le contrôle effectué en suivi de gestion et les actions de sensibilisation et d'accompagnement.

- En 2023, 18 nouveaux partenaires ONG ont fait l'objet d'une cartographie des risques visant à évaluer leur solidité et à les accompagner dans l'amélioration de leurs procédures internes.

- Plusieurs types d'actions sont réalisés pendant la mise en œuvre des projets ou après la clôture des projets portés par les partenaires. 43 audits ont ainsi été réalisés afin d'évaluer la bonne gestion administrative et financière des projets, la sécurité et leur efficacité sur le terrain.
- Une évaluation stratégique a été menée sur plusieurs projets financés de 2019 à début 2022 au Liban, visant à analyser la capacité du CDCS à répondre aux changements rapides de contexte (explosion du port, crise socio-économique) et à l'évolution des besoins dans ce pays.
- Le CDCS a lancé en 2023 deux évaluations « flash » qui seront finalisées début 2024 : la première sur le secteur de la santé dans le cadre de la réponse d'urgence en Ukraine, la seconde sur l'évolution de la réponse humanitaire en Afghanistan après la prise de pouvoir des Taliban et son implication sur l'accès des femmes à l'aide humanitaire et les services offerts par les ONG partenaires du CDCS.

► Soutenir l'innovation humanitaire et renforcer les capacités de réponse aux catastrophes

Dans le cadre de la nouvelle Stratégie humanitaire de la République française adoptée en 2023, la France a confirmé son engagement à maintenir ses efforts pour atteindre un objectif d'un milliard d'euros par an d'ici 2025, conformément aux nouvelles orientations du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 18 juillet 2023. Il s'agit en particulier de soutenir l'innovation et renforcer les capacités de réponse aux désastres naturels.

► Soutien à l'innovation

En 2023, le CDCS a lancé la troisième édition de l'appel à projets « Innovation humanitaire » en 2023, doté d'une enveloppe totale de 3 M€ dont les thématiques prioritaires étaient : la défense de l'action humanitaire ; la prise en compte des enjeux environnementaux et du climat et des enjeux de genre dans l'action humanitaire d'urgence. La sélection de l'appel à projets 2023 a porté une attention particulière au caractère inclusif des projets et à l'approche partenariale adoptée, avec les ONG ou les acteurs locaux.

Depuis 2023, l'ONG Aviation Sans Frontières a mis en œuvre un projet pilote dans l'Est de la République Démocratique du Congo, pour améliorer la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre à travers le développement d'une chaîne d'approvisionnement par drone zéro-émission, de kits d'urgence. Dix organisations humanitaires, spécialisées dans les domaines de la santé, de la malnutrition sévère et des mécanismes de réponse rapide, bénéficieront de ce projet.

Vanuatu - vol de reconnaissance des Forces armées en Nouvelle-Calédonie après le passage des cyclones Kevin et Judy – mars 2023

► Renforcement des capacités de réponse aux catastrophes

La réponse d'urgence de la France aux catastrophes se matérialise par la mise en œuvre d'opérations d'urgence. Des envois d'aide en nature ou des déploiements d'expertises diverses sont réalisés grâce à une préparation anticipée incluant à la fois le pré-positionnement de stocks régionaux, et le renforcement de partenariats, comme celui avec la Croix-Rouge française dans le domaine de la réponse aux catastrophes naturelles. C'est un engagement de la Stratégie humanitaire de la République française.



Au Vanuatu, en mars 2023, la France a ainsi livré près de 30 tonnes de fret d'urgence depuis la Nouvelle-Calédonie et, suite au passage des deux cyclones tropicaux Kevin et Judy, réalisé 3 vols de reconnaissance pour évaluer les dégâts avec le soutien du ministère des Armées (Forces Armées en Nouvelle-Calédonie).

► Déployer une aide humanitaire agile et efficace à travers des partenariats diversifiés et renouvelés

► Politique humanitaire commune à l'échelle européenne



Pont aérien humanitaire de l'Union européenne – Livraison de fret d'urgence en RDC – mars 2023

Lors du premier Forum humanitaire européen en 2022 lancé sous présidence française du Conseil de l'Union européenne, le Président de la République a appelé au développement d'une « politique humanitaire commune ». Le CDCS s'inscrit dans cette dynamique en coordonnant davantage son action avec l'UE et ses outils.

En 2023, plus de 25 opérations d'urgence ont pu être réalisées en collaboration avec le mécanisme de protection civile de l'Union européenne (MPCU) permettant l'acheminement de plus de 1 300 tonnes de marchandises humanitaires et le déploiement de praticiens et d'équipes d'experts sur des thématiques variées comme la santé, le déminage, le sauvetage et les feux de forêts.

Le CDCS a participé également activement au pont aérien humanitaire de l'Union européenne en République démocratique du Congo. Il a financé à hauteur de 400 000 euros, entre mars et avril 2023, deux des sept vols du pont aérien humanitaire aérien affrété par l'Union européenne et la France au bénéfice des populations vulnérables à Goma et dans sa région. L'ensemble de ces vols a permis d'acheminer 260 tonnes de médicaments, d'abris,

de kits d'hygiène ou encore de compléments alimentaires à destination des ONG internationales partenaires du CDCS et en lien avec la Coopérative Logistique Humanitaire (appelée HULO).

► L'appui des collectivités territoriales à l'aide humanitaire

Les collectivités territoriales peuvent s'associer à la réponse d'urgence à l'international. Elles peuvent contribuer au Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO), afin de participer à l'aide d'urgence mise en œuvre par l'État. Le FACECO est un fonds de concours géré par le Centre de crise et de soutien. Créé en 2013, ce fonds permet aux collectivités territoriales qui le souhaitent d'apporter un soutien financier aux projets identifiés par le CDCS pour apporter une aide d'urgence aux victimes de crises humanitaires à travers le monde.

En 2023, 726 collectivités françaises ont contribué à la réponse humanitaire à 4 crises (Turquie/Syrie, Ukraine, Maroc, Libye) pour un montant de 6,1 M€.

- Au lendemain du séisme qui a frappé le Maroc dans la nuit du 8 au 9 septembre 2023, le CDCS a mis en œuvre une aide financière exceptionnelle de 5 M€. Le FACECO et le fonds de concours entreprises ont permis aux collectivités territoriales et aux entreprises d'apporter également leur soutien à la réponse d'urgence. Ces financements ont permis de contribuer à la réponse d'urgence des organisations non-gouvernementales françaises et internationales (Care, Humanité & Inclusion, Secours Islamique France, Electriciens Sans Frontières) ainsi que des organisations de la société civile marocaine dans les secteurs de l'eau, de la santé, du soutien psycho-social, et par la distribution de kits d'urgence. Cette aide a permis d'accompagner 29 100 bénéficiaires directs, et 80 600 bénéficiaires indirects.

► Coopérations interministérielles

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a joué à plusieurs reprises le rôle d'ensemblier de la réponse d'urgence, en association avec le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, le ministère des Armées et le ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, notamment.

L'année 2023 a été marquée par une coopération interministérielle renforcée, particulièrement avec le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et le ministère des Armées, avec 31 opérations d'urgence conjointes réalisées.

► Le partenariat avec le secteur privé

Les nombreux partenaires privés du Centre de crise et de soutien, en particulier la fondation CMA CGM, la fondation Airbus, la fondation Veolia, la Fondation S (Sanofi), ainsi qu'Electriciens Sans Frontières, l'association Tulipe, les entreprises Enedis, EDF, Nutriset ou Lactalis, ont contribué à la réalisation de 26 opérations d'urgence dans les secteurs du transport, de l'énergie, de la santé, de l'alimentation et de l'eau. Grâce à ces soutiens, le CDCS a pu apporter une réponse humanitaire diversifiée, qualitative et au plus près des besoins des populations.

Dernière opération en date en 2023, l'acheminement vers la Jordanie le 26 décembre de 50 tonnes d'aliments thérapeutiques offertes par l'entreprise Nutriset en partenariat avec la fondation Airbus grâce à la mise à disposition d'un Airbus A330, au profit de la population de Gaza.



LE PARTENARIAT FRANZ



La réunion annuelle des partenaires FRANZ (France, Australie et Nouvelle-Zélande) sur la coordination de la réponse d'urgence aux États du Pacifique Sud victimes de catastrophes naturelles s'est tenue à Nouméa le 5 mai 2023, à l'occasion du 30^e anniversaire de la déclaration d'intention signée en décembre 1992. Cette réunion sous présidence française (avant de passer le relais à l'Australie au 1^{er} juillet 2023 pour deux ans) aura été l'occasion pour la France de réaffirmer son engagement dans la région et d'appeler au renforcement de la coopération et de l'opérationnalité de FRANZ.



Envoi en Ukraine d'unités mobiles de potabilisation d'eau de la fondation Veolia

Le secteur privé peut également apporter son soutien via un fonds de concours dédié aux entreprises, géré par le CDCS.

► La Stratégie humanitaire de la République française 2023-2027 (SHRF)

La Stratégie humanitaire de la République française 2023-2027 conforte la place de la France parmi les plus grands bailleurs internationaux et renouvelle les modalités de la réponse humanitaire pour l'adapter à de nouveaux défis.

- Consultez la **Stratégie humanitaire de la République française 2023-2027** :



<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-humanitaire-d-urgence/strategie-humanitaire-de-la-france-2023-2027/>



► La Conférence nationale humanitaire 2023 (CNH)



La 6^e édition de la Conférence Nationale Humanitaire s'est tenue le 19 décembre 2023. À cette occasion, la nouvelle Stratégie humanitaire de la République française 2023-2027 (SHRF) a été présentée.

Plus de 300 acteurs nationaux et internationaux, parlementaires, journalistes, universitaires, décideurs politiques et responsables d'entreprise ont participé à l'événement. **Trois tables-rondes** ont été organisées afin d'échanger sur les modalités de mise en œuvre de la SHRF 2023-2027 et sur les principaux défis de l'action humanitaire.

- Voir ou revoir les débats de la **6^e édition de la Conférence Nationale Humanitaire** :



https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-humanitaire-d-urgence/actualites-et-evenements/article/conference-nationale-humanitaire-cnh#sommaire_2

STRATÉGIE HUMANITAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE 2023-2027

Cette stratégie doit permettre, en portant le montant de l'aide à **1 milliard d'euros** par an d'ici 2025, de **conforter la place de la France comme acteur humanitaire de tout premier plan**, au moment où les besoins imposent, aujourd'hui plus encore qu'hier, de défendre une action neutre, indépendante et impartiale.

1/ DÉFENDRE LES PRINCIPES DE L'ACTION HUMANITAIRE ET ASSURER LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

- Préserver l'espace humanitaire et protéger les populations civiles et les personnels humanitaires
- Limiter les conséquences indésirables sur l'action humanitaire de la mise en œuvre des sanctions internationales
- Promouvoir le DIH dans les pratiques opérationnelles des forces armées

3/ ACCROÎTRE LES MOYENS ET TRANSFORMER LES MODALITÉS DE L'AIDE HUMANITAIRE FRANÇAISE POUR FAIRE FACE À DES BESOINS CROISSANTS

- Porter l'ambition humanitaire de la France à 1 milliard d'euros par an d'ici 2025
- Proposer des outils de financement plus flexibles et investir dans l'innovation humanitaire
- Développer une politique de maîtrise des risques adaptée et renforcer la redevabilité et l'information du public

2/ ADAPTER LA RÉPONSE HUMANITAIRE À LA SUPERPOSITION DES CRISES

- Mieux prendre en compte la dimension climatique et environnementale
- Poursuivre les efforts en matière de sécurité alimentaire et nutrition
- Renforcer les actions en matière de santé et de continuité des soins envers les populations
- Consacrer les droits des femmes et des filles et l'égalité de genre comme priorités stratégiques de la réponse humanitaire
- Protéger les enfants, promouvoir leurs droits et développer l'éducation en situation d'urgence

4/ DÉPLOYER UNE AIDE HUMANITAIRE AGILE ET EFFICACE À TRAVERS DES PARTENARIATS DIVERSIFIÉS ET RENOUVELÉS

- Mener une politique humanitaire commune à l'échelle européenne
- Améliorer la coordination avec les autres donateurs de l'aide humanitaire
- Imaginer de nouvelles formes de partenariat avec les collectivités territoriales et le secteur privé
- Développer les coopérations interministérielles
- Renforcer les partenariats avec les acteurs humanitaires locaux



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

VOUS VOYAGEZ À L'ÉTRANGER ? AYEZ LES BONS RÉFLEXES SUR

diplomatie.gouv.fr

1. CONSULTEZ LES

Conseils
aux voyageurs

Toutes les recommandations pour préparer votre voyage, par pays et destination.

Retrouvez-nous sur Twitter
[@ConseilsVoyages](#)
et sur l'application.

2. INSCRIVEZ-VOUS SUR

fil d'Ariane
vos alertes voyage

Si la situation le justifie, vous recevrez des messages d'alerte et des consignes de sécurité durant votre voyage.

AU SERVICE DE MILLIONS DE VOYAGEURS CHAQUE ANNÉE

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
Centre de crise et de soutien

37 Quai d'Orsay, 75007 Paris, France
[@francediplo](#) / [@CdCMAE](#) / [@ConseilsVoyages](#)

© MEAE 2024

Photographie de couverture : Livraison de fret médical au profit de la population de Gaza – aéroport El Arich – novembre 2023

© E. Bucker/MEAE

Maquettage : Iskouhi Mouradian